



Taux actuels de **d'émaciation** : 6.1% **retard de croissance** : 43.1% **Proportion souffrant d'insuffisance pondérale** : 15.6%

Source : Gouvernement mozambicain (DHS, 2011)

Bons résultats

- Mozambique : l'État a assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est courante et les marchés fonciers fonctionnent bien. Des politiques promeuvent un accès équitable aux ressources foncières communes.
- L'État encourage des services de vulgarisation et de recherche agricoles variés, et les organisations d'agriculteurs locales participent à l'établissement des priorités des politiques. Le système de vulgarisation est efficace et atteint les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Les politiques, stratégies et mécanismes gouvernementaux visent à assurer l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux services de vulgarisation.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Le pays a pleinement consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Mozambique : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire et a distribué deux fortes doses de supplément en vitamine A à 99% des enfants en 2015.
- Mozambique : 90.6% des femmes de 15 à 49 ans ont rêté vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2011.

Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (6.9% des dépenses publiques en 2016) ne correspondent pas aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Mozambique : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (1.2% des dépenses publiques en 2015) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Mozambique : dans ce pays, les lois garantissent l'égalité des droits économiques et des droits d'accès à la propriété des terres agricoles entre hommes et femmes. Cependant, ces lois ne sont pas effectivement appliquées et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Mozambique : ce pays ne dispose pas de ligne budgétaire distincte pour la nutrition ; cela rend impossible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- Mozambique : les décideurs ne disposent pas d'enquêtes régulières sur la nutrition qui soient statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2011.
- Mozambique : le faible accès à des sources d'eau potable améliorées (61.5% en 2015) et à des installations sanitaires améliorées (23.6% en 2015) empêche l'obtention de résultats positifs en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Mozambique : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est médiocre.
- Mozambique : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.
- Le taux d'enregistrement des naissances (47.9% en 2011) est faible, freinant potentiellement l'accès des enfants à des services publics importants tels que la santé et l'éducation.

**Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)****Dépenses publiques**

| | Résultat* | Année | Rang HRCI sur 45 |
|---|-----------|-------|------------------|
| \$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹ | 6.9% | 2016 | 18e ex aequo |
| \$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ² | 1.2% | 2015 | 45e |

Politiques

| | | | |
|--|----------|------|---------------|
| Accès à la terre (sécurité foncière) ³ | Bon | 2016 | 7e ex aequo |
| Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ³ | Bon | 2013 | 5e ex aequo |
| Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes | 47.9% | 2011 | 33e |
| Fonctionnement des systèmes de protection sociale ³ | Médiocre | 2016 | 21er ex aequo |

Lois

| | | | |
|---|-----------------------------------|------|--------------|
| Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ³ | Moyen | 2017 | 8e ex aequo |
| Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ⁴ | Dans la loi, pas dans la pratique | 2014 | 1er ex aequo |
| Égalité hommes-femmes des droits économiques ⁴ | Dans la loi, pas dans la pratique | 2014 | 1er ex aequo |
| La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non) | Non | 2012 | 29e ex aequo |

¹ Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la l'agri. (énoncés dans la Déclaration de Maputo de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

² Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (énoncés dans la Déclaration d'Abuja de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

³ Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

⁴ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)**Dépenses publiques**

| | Résultat* | Année | Rang NCI sur 45 |
|---|-----------|-------|-----------------|
| \$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui) | Non | 2017 | 33e ex aequo |

Politiques

| | | | |
|--|---------|-----------|--------------|
| Taux d'enfants supplémentés en vitamine A | 99% | 2015 | 2e ex aequo |
| L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non) | Oui | 2014 | 1er ex aequo |
| Population ayant accès à une source d'eau améliorée | 61.5% | 2015 | 39e |
| Population ayant accès à un assainissement amélioré | 23.6% | 2015 | 29e |
| Visites médicales pour les femmes enceintes | 90.6% | 2011 | 25e ex aequo |
| Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹ | Modérée | 2015-2019 | 16e |
| Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non) | Oui | 2017 | 1er ex aequo |
| Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non) | Oui | 2017 | 1er ex aequo |
| Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non) | Oui | 2017 | 1er ex aequo |
| Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non) | Non | 2011 | 36e ex aequo |

Lois

| | | | |
|--|---------------------|------|--------------|
| Consécration du CICS [^] dans le droit interne ² | Pleinement consacré | 2016 | 1er ex aequo |
|--|---------------------|------|--------------|

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré.

[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel